

# Mauvaise nouvelle, bonne nouvelle

## Situation générale

Les créations d'emplois américains pour le mois d'avril ont seulement atteint le nombre de 266'000, une grande déception alors que les prévisions tablaient sur 1 million. Le taux de chômage officiel est légèrement remonté, à 6.1%. Nombre de travailleurs temporaires, notamment dans la restauration, n'ont pas réintégré le circuit et les indemnités généreuses versées par l'Etat sont aussi susceptibles d'avoir retardé le retour au travail.

Cette déception initiale s'est vite transformée en bonne nouvelle pour les marchés, dissipant les inquiétudes concernant une sortie de la politique monétaire ultra accommodante de la Fed et partant des autres principales banques centrales. Les taux d'intérêt des bons du Trésor à long terme se sont repliés, le 10 ans se stabilisant vers 1.57%. L'or a repris de la vigueur, profitant de la faiblesse du dollar, et les marchés actions, liftés par ailleurs par des résultats d'entreprises dans l'ensemble solides, ont poursuivi leur ascension.

*Cette déception initiale s'est vite transformée en bonne nouvelle pour les marchés*

Selon les estimations, il faudrait près de 10 millions de postes en plus pour approcher du plein emploi, lequel pourrait être atteint en 2022 selon la Secrétaire au Trésor Janet Yellen. Cette dernière ne croit pas à la formation d'une spirale inflationniste mais seulement à une hausse de prix transitoire ces prochains mois, pour des raisons techniques.

Les exportations chinoises ont augmenté de 32,3% sur un an au mois d'avril contre 24,1% attendu, donnant un nouveau coup de pouce à la seconde économie mondiale. La reprise aux Etats-Unis et le ralentissement de la production manufacturière dans d'autres pays ont stimulé les achats de produits chinois. Avec la réouverture des économies, un torrent de demande pour certaines matières premières, comme les métaux ferreux, le cuivre, le blé ou les semi-conducteurs, a poussé leur prix, multipliant les craintes inflationnistes.

*Les exportations chinoises ont augmenté de 32,3% sur un an au mois d'avril contre 24,1% attendu, donnant un nouveau coup de pouce à la seconde économie mondiale.*

Les difficultés d'approvisionnement ont provoqué une forte hausse du coût des transports. En particulier, l'indice Baltic Dry, une mesure du prix du fret maritime, qui se situe à un niveau record du fait de la disette de conteneurs. Mais historiquement, la corrélation entre le cours des matières premières et l'indice des prix à la consommation est faible. Vraiment pas de quoi faire pivoter les banques centrales vers un resserrement monétaire.

En Allemagne, la production industrielle s'est inscrite en hausse de 2.5% en mars, confortant les attentes pour une reprise robuste de l'économie globale au second semestre.

## Swiss Market Index (SMI)



Malgré que le SMI ait testé son support à 11'020 pts au cours de la semaine, l'objectif d'un retour vers 11'260 pts reste maintenu. Attention tout de même à ne pas buter sur 11'190 pts qui donnerait alors un signal négatif à court terme.



## L'essentiel en bref

	USD/CHF	EUR/CHF	SMI	EURO STOXX 50	DAX 30	CAC 40	FTSE 100	S&P 500	NASDAQ	NIKKEI	MSCI Emerging Markets
Dernier	0.90	1.10	11'173.57	4'034.25	15'399.65	6'385.51	7'129.71	4'232.60	13'752.24	29'357.82	1'348.57
Tendance	↓	→	→	↑	↑	↑	↑	↑	↓	→	→
%YTD	1.78%	1.30%	4.39%	13.56%	12.25%	15.03%	10.36%	12.69%	6.70%	6.97%	4.44%

(valeurs du vendredi précédant la publication)

## La bourse chinoise reprend des couleurs

Après des mois de février et mars chahutés (respectivement -1.50% et -6.27% pour l'indice MSCI China A USD), la bourse chinoise reprend des couleurs en avril et termine en hausse de 4.26%, ramenant ainsi la performance annuelle proche de zéro (-0.10%).

Pour rappel, après une hausse des cours spectaculaire à la fin de l'année dernière et au début de celle-ci, le marché chinois a sensiblement corrigé depuis février. A titre d'exemple, l'indice des sociétés techniques chinoises ChiNext a chuté de près de 25% depuis son sommet. La hausse était essentiellement due à un effet de momentum qui a vu bon nombre d'intervenants surencherir sur les titres les plus fortement valorisés. Ceux-ci semblaient baser leur décision d'investissement davantage sur la peur de ne pas participer au rally plutôt que sur des considérations fondamentales.

L'évolution récente du marché est en quelque sorte à l'image de la vision du gouvernement quant au développement économique du pays. Que cela soit du fait de la réglementation (exemple Ant Group) ou d'une politique économique mesurée, on peut constater que la Chine cherche à maintenir un niveau de croissance économique à la fois satisfaisant (pour des standards chinois) et soutenable à long terme, tout en évitant au maximum les excès et la création de bulles spéculatives. Cette stratégie peut paraître restrictive pour les acteurs focalisés uniquement sur la croissance à court terme. Cependant, si l'on prend un peu de recul, l'on s'aperçoit que le gouvernement est essentiellement en train de s'assurer que l'économie évolue de manière positive sur le long terme tout en évitant de gros accros.

Avec ces mesures, la Chine ressortira de la crise du Covid dans une condition économique favorable - moins de dettes et marchés boursiers plus faiblement valorisés pour ne citer que deux exemples - par rapport aux économies occidentales. Et si la situation le nécessitait, celle-ci disposerait des moyens nécessaires pour davantage soutenir son économie.

Cette gestion contrôlée de la croissance couplée à des fondamentaux économiques favorables seront positifs pour l'évolution du marché actions chinois à long terme. Et ce contexte devrait particulièrement soutenir les fonds tels que ZO China Value qui se concentrent sur des titres de sociétés qui bénéficient de la croissance domestique chinoise à long terme et correctement valorisées.

## Auteurs et contact



**Julien Stähli**

Directeur des investissements (CIO)  
MBF Boston University



**Françoise Mensi**

Dr. ès. sc. éco.



**Pierre-François Donzé**

Licencié HEC



**Karine Patron**

MScF Université de Neuchâtel



**Mickaël Gonçalves**

MSc en comptabilité, contrôle et finance

Banque Bonhôte & Cie SA - 2, quai Ostervald, 2001 Neuchâtel / Suisse - T. +41 32 722 10 00 / [contact@bonhote.ch](mailto:contact@bonhote.ch)

[facebook.com/  
banquebonhote](https://facebook.com/banquebonhote)

[linkedin.com/  
company/bonhote](https://linkedin.com/company/bonhote)

[twitter.com/  
alexvincent](https://twitter.com/alexvincent)

[instagram.com/  
banquebonhote](https://instagram.com/banquebonhote)

[youtube.com/  
banquebonhote1815](https://youtube.com/banquebonhote1815)

Ce document, purement informatif, se base sur des informations récoltées auprès de sources considérées comme fiables et à jour, sans garantie d'exactitude ou d'exhaustivité. Les marchés et produits financiers sont par nature sujets à des risques de pertes importants qui peuvent s'avérer incompatibles avec la tolérance au risque du lecteur. Les performances passées reflétées dans ce document ne sont pas des indicateurs de résultats pour le futur. Ce document ne constitue pas un conseil ou une offre d'achat ou de vente de titres ou de quelque produit financier que ce soit à l'intention du lecteur et n'engage ainsi en aucun cas la responsabilité de la Banque. La Banque se réserve le cas échéant le droit de s'écarter des avis exprimés dans ce document, notamment dans le cadre de la gestion des mandats de ses clients et de la gestion de certains placements collectifs. La Banque est une banque suisse soumise à la surveillance et à la réglementation de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA). Elle n'est ni au bénéfice d'une autorisation, ni surveillée par un régulateur étranger. Par conséquent, la diffusion de ce document hors de Suisse, comme la vente de certains produits à des investisseurs résidents ou domiciliés hors de Suisse, peuvent être soumis à des restrictions ou à d'éventuelles interdictions en vertu de lois étrangères. Il incombe au lecteur de se renseigner quant à son statut à cet égard et de respecter les lois et règlements qui le concernent. Nous vous conseillons de consulter des conseillers professionnels qualifiés notamment en matière juridique, financière et fiscale pour déterminer votre position par rapport au contenu de la présente publication.